

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2261

22 octobre 2010

### SOMMAIRE

Abalux S.à r.l. ....	108525	FS Invest II S.à r.l. ....	108512
Alcove Europe Two S.à r.l. ....	108491	Honua Europe S.à r.l. ....	108512
Algeco Finance Mezz sp. z o.o. Oddzial w Luksemburgu ....	108528	Hosinger Agri s.c. ....	108525
Asset Finance Management Holding S.A. ....	108489	Inteca S.A. ....	108509
Broadcasting Communication & Media Consulting S.A. ....	108520	Maussane S.A. ....	108500
Carpenter Technology Luxembourg S.à r.l. ....	108502	MGP Europe AIV (Lux) S.à r.l. ....	108526
Central Commercial S.A. ....	108526	MGP Europe (Lux) S.à r.l. ....	108490
Centurion S.A. ....	108526	ML-Tronic S. à r. l. ....	108510
Commerzbank International S.A. ....	108527	Okaidi Luxe S.à r.l. ....	108509
Consult Trading Management ....	108501	Paladin Holding S.A. ....	108482
Cube Holdings ....	108525	Plastic Logic Luxembourg S.à r.l. ....	108490
Daxia S.A. ....	108528	Private Equity Selection International (PE-SI) 1 S.A. ....	108491
Daxia S.A. ....	108527	Private Equity Selection International (PE-SI) 1 S.A. ....	108522
Daxia S.A. ....	108491	Rosalia Investment AG ....	108500
Desi S.à r.l. ....	108528	Scarano S.A. ....	108501
Duralex S.A. ....	108527	Sikalux SA ....	108520
Dysphasie.lu ....	108528	SOPFFA S.A. ....	108500
Eco Real Estate Luxembourg S.à r.l. ....	108521	The Swatch Group Finance (Luxembourg) S.A. ....	108521
Electricité Wagner S.A. ....	108521	TowerView Sàrl ....	108501
Eric Baudner S.à r.l. ....	108522	Twentyfourseven S.à r.l. ....	108509
ETMF II Radio S.à r.l. ....	108522	Velcan Energy Luxembourg S.A. ....	108485
Fininvestal S.A. ....	108524	Western Waterways S.A. ....	108524

**Paladin Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 25.356.

L'an deux mille dix, le vingt-quatre août.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding "PALADIN HOLDING S.A.", ayant son siège social au 38, boulevard Joseph II, Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 25.356), constituée suivant acte notarié en date du 24 décembre 1986, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 73 du 27 mars 1987. Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 19 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 258 du 11 avril 2001 et suivant acte sous seing privé en date du 8 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1033 du 20 novembre 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de l'Assemblée Monsieur Enzo LIOTINO, directeur, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Monsieur Raul MARQUES, fondé de pouvoir, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Cécile ANGELETTI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, la présidente expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour*

1. Transformation de la société de holding 29 en Soparfi.

2. Refonte des statuts.

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une "société de participations financières – SOPARFI".

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de procéder à une refonte complète des statuts comme suit:

**«Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme luxembourgeoise, sous la dénomination de «PALADIN HOLDING S.A.».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à cent quarante-quatre mille euros (144.000,- EUR), représenté par cinq mille huit cents (5.800) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 8.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 11.** La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, par la signature individuelle de l'administrateur unique ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale.

Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### Assemblée générale

**Art. 14.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de mars à dix heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième (1/10<sup>ème</sup>) au moins du capital social.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

### Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

### Disposition générale

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. LIOTINO, R. MARQUES, C. ANGELETTI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 août 2010. Relation: EAC/2010/10366. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010123177/158.

(100140112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

**Velcan Energy Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 145.006.

In the year two thousand ten, on the third day of September.

Before Us, Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

Was held the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the public limited liability company "VELCAN ENERGY LUXEMBOURG S.A." a société anonyme incorporated under Luxembourg law having its registered office in L-1651 Luxembourg, 11, Avenue Guillaume,

incorporated by a deed of the undersigned notary on February 12<sup>th</sup> 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 643 of March 25<sup>th</sup> 2009, which articles of association have been amended also by the undersigned notary on June 28<sup>th</sup> 2010, published in the Mémorial C number 1739 of August 26<sup>th</sup> 2010,

registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B number 145006.

The meeting was opened at 5 p.m. and was presided by Mr. Marcel KRIER, accountant, residing professionally in 9, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary Mrs. Nadine GLOESENER, employee, residing professionally in L-2740 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer also Mr. Marcel KRIER, prenamed.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1. Acknowledgement of the increase of the share capital up to an amount of EUR 59,357,700.- (fifty nine million three hundred fifty seven thousand seven hundred euro), to raise it from its current amount of EUR 20,000,000.- (twenty million euro) to EUR 79,357,700.- (seventy nine million three hundred fifty seven thousand seven hundred euro), with the issue of 593,577 (five hundred ninety three thousand five hundred seventy seven) new shares with the same rights and obligations as the existing shares, as enacted by a deed of the undersigned notary on June 28<sup>th</sup> 2010.

2. Acknowledgement of the approval to the subscription by Velcan Energy S.A. for the total of the five hundred ninety three thousand five hundred seventy seven (593,577) new shares to be issued having the same rights and obligations as the existing shares.

3. Acknowledgement of the approval of the contribution in kind concluded with the Company Velcan Energy S.A., consisting of the following Brazil Government notes:

1,437 government notes, category LTF, code 8309024

430 government notes, category LTF, code 9685088

1,580 government notes, category LTF, code 9685366

5,850 government notes, category NTN-F, code 1026466

45,000 government notes, category NTN-F, code 8307289

2,800 government notes, category NTN-F, code 8308617

10,000 government notes, category NTN-F, code 8308692

1,660 government notes, category NTN-F, code 9673896

50,000 government notes, category NTN-F, code 9685675

5,670 government notes, category NTN-F, code 9730757

following the approval of the Brazilian Securities Commission (Comissão de Valores Mobiliários, CVM) on August 9<sup>th</sup> 2010, copy of said approval will attached to the present deed to be filed with it.

4. Miscellaneous.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

III) The attendance list shows that the whole capital of de Company is present or represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were all adopted by unanimous vote.

*First resolution:*

The Meeting decides to acknowledge the increase of the share capital up to an amount of EUR 59,357,700.- (fifty nine million three hundred fifty seven thousand seven hundred euro), to raise it from its current amount of EUR 20,000,000.- (twenty million euro) to EUR 79,357,700.- (seventy nine million three hundred fifty seven thousand seven hundred euro), with the issue of 593,577 (five hundred ninety three thousand five hundred seventy seven) new shares with the same rights and obligations as the existing shares, as enacted by a deed of the undersigned notary on June 28<sup>th</sup> 2010.

*Second resolution:*

*Subscription and payment*

The Meeting decides to acknowledge the subscription by the Limited Company VELCAN ENERGY S.A. with its registered office at 75 Boulevard Haussmann, F-75008 Paris, being the sole shareholder, Paris Register of Companies Number 481957801, of all the five hundred ninety three thousand five hundred seventy seven (593,577) new shares each with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) as enacted in a deed by the undersigned notary on June 28<sup>th</sup> 2010.

*Third resolution:*

The Meeting decides to acknowledge the approval of a contribution in kind concluded with the Company Velcan Energy S.A. on June 28<sup>th</sup> 2010, concerning the following Brazil Government notes:

- 1,437 government notes, category LTF, code 8309024
- 430 government notes, category LTF, code 9685088
- 1,580 government notes, category LTF, code 9685366
- 5,850 government notes, category NTN-F, code 1026466
- 45,000 government notes, category NTN-F, code 8307289
- 2,800 government notes, category NTN-F, code 8308617
- 10,000 government notes, category NTN-F, code 8308692
- 1,660 government notes, category NTN-F, code 9673896
- 50,000 government notes, category NTN-F, code 9685675
- 5,670 government notes, category NTN-F, code 9730757

As per the mandate given by the Shareholder on 28<sup>th</sup> June 2010, the Board of Directors, during his meeting held on August 24<sup>th</sup> 2010, performed the intended capital increase after the receipt of the approval of the Brazilian Securities Commission (Comissão de Valores Mobiliários CVM) and according to the valuation methodology established and controlled by Grant Thornton Lux Audit S.A. 83, Paferbruch L-8308 Capellen.

The agreement for the contribution in kind dated June 28<sup>th</sup> 2010 will be filed with the present deed after initialised "ne varietur" by the members of the bureau, the proxyholder and the undersigned notary.

According to article 26-1 of the law on commercial companies, a valuation report has been issued by Grant Thornton Lux Audit, réviseur d'entreprises, having its registered office in L-8308 Capellen, 83, Paferbruch, RCS Luxembourg B 43298 signed by Mr Marco CLAUDE, réviseur d'entreprises in which the contributed assets and liabilities have been described and valued and whose conclusion is the following:

"Based on our work no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number of shares to be issued and the nominal value of the company's shares."  
"

The valuation report will remain attached to the present deed and will be filed together with the present deed, for registration purposes.

*Declaration*

The appearer declares on behalf of the shareholder that it is the beneficial owner of the contribution in kind which is the subject of these presents, within the meaning of the law of 12<sup>th</sup> November 2004 as amended, and certifies that the funds/assets/rights forming the capital of the company does not originate from any activities constituting an infraction under articles 506-1 of the Criminal Code or article 8-1 of the law of 19<sup>th</sup> February 1973 concerning the sale of medicinal substances and the fight against drug addiction (money laundering) or an act of terrorism as defined in article 135-5 of the Criminal Code (financing of terrorism).

*Valuation*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 5.700.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

On the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mil dix, le trois septembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "VELCAN ENERGY LUXEMBOURG S.A." une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, 11, Avenue Guillaume, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, de résidence à Luxembourg, en date du 12 février 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 643 du 25 mars 2009, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 juin 2010, publié au Mémorial C numéro 1739 du 26 août 2010, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 145006.

L'assemblée est déclarée ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Monsieur Marcel KRIER, comptable, demeurant professionnellement au 9, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Nadine GLOESENER, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur également Monsieur Marcel KRIER.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée à pour ordre du jour:

1.- Constat d'augmentation du capital social à concurrence de 59.357.700,- EUR (cinquante neuf millions trois cent cinquante sept mille sept cents euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 20.000.000.- EUR (vingt millions d'euros) à 79.357.700,- EUR (soixante dix neuf millions trois cent cinquante sept mille sept cents euros), avec émission de 593.577 (cinq cent quatre vingt treize mille cinq cent soixante dix sept) actions nouvelles ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, selon acte notarié pardevant le notaire instrumentant en date du 28 juin 2010.

2.- Constat de l'acceptation de la souscription de Velcan Energy S.A. pour la totalité des 593.577 (cinq cent quatre vingt treize mille cinq cent soixante dix sept) actions nouvelles à émettre, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

3.- Constat d'approbation de l'apport en nature projeté de la part de la société Velcan Energy S.A. consistant en des bons de l'Etat du Brésil suivants:

- 1 437 bons du gouvernement, catégorie LTF, code 8309024
- 430 bons du gouvernement, catégorie LTF, code 9685088
- 1 580 bons du gouvernement, catégorie LTF, code 9685366
- 5,850 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 1026466
- 45 000 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 8307289
- 2 800 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 8308617
- 10 000 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 8308692
- 1 660 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 9673896
- 50 000 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 9685675
- 5 670 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 9730757

d'après l'agrément de la Commission des Valeurs Mobilières brésilienne (Comissão de Valores Mobiliários, CVM) du 9 août 2010, copie de cet agrément restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

4.- Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Restera annexée aux présentes, la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée « ne varietur» par les membres du bureau et le notaire, pour être enregistrée avec elles.

III. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente assemblée.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée Générale après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

*Première résolution:*

L'assemblée décide de constater l'augmentation du capital social à concurrence de cinquante neuf millions trois cent cinquante sept mille sept cents euros (EUR 59.357.700,-) pour le porter de son montant actuel de vingt millions d'euros

(EUR 20.000.000.-) à soixante dix neuf millions trois cent cinquante sept mille sept cents euros (EUR 79.357.700.-) avec création et l'émission de cinq cent quatre vingt treize mille cinq cent soixante dix sept (593.577) actions nouvelles, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, selon acte notarié du 28 juin 2010.

*Deuxième résolution:  
Souscription et libération*

L'assemblée décide d'accepter la souscription de la société anonyme, VELCAN ENERGY S.A. avec siège social à F-75008 Paris, 75 Boulevard Haussmann, l'actionnaire unique, RCS Paris Numéro 481957801, pour toutes les cinq cent quatre vingt treize mille cinq cent soixante dix sept (593.577) nouvelles actions d'une valeur de cent euros (100.- EUR) chacune, selon acte notarié du 28 juin 2010.

*Troisième résolution:*

L'assemblée décide de constater l'approbation d'un contrat d'apport en nature convenu avec la société Velcan Energy S.A. en date du 28 juin 2010, consistant en des bons de l'Etat du Brésil suivants:

- 1 437 bons du gouvernement, catégorie LTF, code 8309024
- 430 bons du gouvernement, catégorie LTF, code 9685088
- 1 580 bons du gouvernement, catégorie LTF, code 9685366
- 5,850 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 1026466
- 45 000 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 8307289
- 2 800 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 8308617
- 10 000 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 8308692
- 1 660 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 9673896
- 50 000 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 9685675
- 5 670 bons du gouvernement, catégorie NTN-F, code 9730757

Sur mandat donné par l'Actionnaire Unique le 28 juin 2010, le Conseil d'Administration a pendant sa réunion du 24 août 2010 procédé à l'augmentation de capital après réception de l'agrément de la Commission des Valeurs Mobilières brésilienne (Comissão de Valores Mobiliários, CVM) et a approuvé la méthodologie d'évaluation établie par Grant Thornton Lux Audit S.A. 83, Paferbruch L-8308 Capellen.

L'agrément de l'apport en nature daté du 28 juin 2010 restera annexé aux présentes après avoir été signé "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant pour être formalisé avec lui.

Conformément aux dispositions de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales un rapport d'évaluation a été établi par Grant Thornton Lux Audit S.A, réviseur d'entreprises, ayant son siège social à 83, Paferbruch L-8308 Capellen, signé par Mr. Marco CLAUDE, réviseur d'entreprises, dans lequel les actifs et passifs apportés ont été décrites et évaluées et dont la conclusion est la suivante:

«Sur base de notre travail, aucun fait fut porté à notre attention qui nous fait croire que la valeur globale de la contribution en nature n'est pas au moins correspondante au nombre d'actions devant être émises et à la valeur nominale des actions de la société.»

Le prédit rapport est restée annexée aux présentes après avoir été paraphé "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant.

*Déclaration*

Le comparant déclare pour le compte de l'actionnaire, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, qu'il est le bénéficiaire réel de l'apport en nature faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge s'élève approximativement à 5.700 EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. GLOESENER; M. KRIER, P.DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 septembre 2010 Relation: LAC/2010/39147 Reçu € 75.- (soixante-quinze euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT



POUR COPIE CONFORME, Délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg,

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123238/219.

(100140089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

**Asset Finance Management Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 74.093.

L'an deux mille dix, le quatorze septembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ASSET FINANCE MANAGEMENT HOLDING S.A." établie et ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange en date du 31 janvier 2000, publié au Mémorial C numéro 330 du 6 mai 2000, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 74.093.

L'assemblée est présidée par Monsieur Anouar BELLI, employé privé, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Sarah URIOT, employée privée, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Sylvie TALMAS, employée privée, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter:

I.- Que sur le vu de l'entièreté des titres au porteur toutes les MILLE (1.000) actions représentatives de l'intégralité du capital social de TRENTE-ET-UN MILLE (EUR 31.000.-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut ainsi délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée présents ou représentés ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Dissolution et mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation à compter de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée nomme liquidateur:

la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à r.l., ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société lors des opérations de liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la société aux actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: A.Belli, S.Uriot, S.Talmas, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 septembre 2010. Relation: EAC/2010/10938. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 15 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123498/57.

(100140466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**MGP Europe (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.151.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Il résulte des dites résolutions que:

1. Monsieur Alexander Jeffrey demeurant professionnellement, 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni, a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

2. Monsieur Laurent Xavier Luccioni, né le 31 juillet 1971 à Paris, France et demeurant professionnellement, 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni, a été nommé gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti - gérante
- Julie Mossong - gérante
- Laurent Xavier Luccioni - gérant
- Thomas William Lee - gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

*Pour MGP Europe (Lux) S.à r.l.*

Delloula Aouinti

Gérante

Référence de publication: 2010124440/25.

(100140377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Plastic Logic Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 151.999.

—  
*Extrait des résolutions circulaires des associés de la Société du 10 septembre 2010*

En date du 10 septembre 2010, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

d'accepter la démission de Monsieur Martin Kirk Jackson en tant que gérant de la Société avec effet immédiat;

de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet immédiat et à durée indéterminée:

- Monsieur Richard Michael ARCHULETA, né le 12 décembre 1956 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, demeurant à 756 Casa Bonita Court, Los Altos, Californie 94024, Etats-Unis d'Amérique;
- Monsieur Fredrick Jan THORBECKE, né le 5 septembre 1963 à Oostzaan, Pays-Bas, demeurant à 5335 Beaumont Canyon Drive, San José, Californie 95138, Etats-Unis d'Amérique.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais des personnes suivantes:

Madame Lucy Henrietta Cook

Monsieur Richard Michael Archuleta

Monsieur Fredrick Jan Thorbecke

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Plastic Logic Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010123668/24.

(100140719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Private Equity Selection International (PESI) 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 83.305.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2010.

Paul DECKER

*Le Notaire*

Référence de publication: 2010123670/12.

(100140676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Daxia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 90.551.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme

*Administrateur*

de la société

DAXIA S.A.

Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg

Section B Numéro 90.551

à effet du 06 juin 2010

Le 06 juin 2010.

SELINE FINANCE LTD

Companies House Cardiff No. 03227310

Signature

Référence de publication: 2010123900/18.

(100140296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Alcove Europe Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 155.434.

**STATUTES**

In the year two thousand and ten, on the ninth day of September.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The Company Alcove Holdings Europe S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered offices at L1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 139.814, duly represented by Ms Morgane IMGRUND, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, given in Dublin, on August 27<sup>th</sup>, 2010.

The said proxy, having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such incorporator, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

## **Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose**

**Art. 1.** There is hereby formed a private limited liability company “société à responsabilité limitée” under the name of “Alcove Europe Two S.à r.l.” (hereinafter the “Company”) which will be governed by Luxembourg law, in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended and by the present Articles of Incorporation.

**Art. 2.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg-City by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

**Art. 4.** The purpose of the Company is the acquisition, the holding, the management, the development, the leasing and the disposal, by any means whatsoever, of real estate.

The purpose of the Company is further the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to or in favour of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

The Company may grant guarantees of any kind to or in favour of any person investing together with the Company in any project of common purpose.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in any currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments that are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

## **Title II. Capital - Units**

**Art. 5.** The subscribed corporate capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

The corporate capital may be increased or decreased by a decision of the sole member or pursuant to a resolution of the members, as the case may be.

**Art. 6.** The Company may redeem its own corporate units subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Company of corporate units held by it in its own corporate capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of member(s).

**Art. 7.** Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Except as otherwise compulsory required by law or by the present articles of incorporation, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The corporate capital and other provisions of these articles of incorporation may be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Notwithstanding the above, when the resolution of the general meeting is such as to change the rights of a category of units, the resolution must, in order to be valid, fulfill the conditions as to the majority laid down in the paragraph 4 of the present article in each category.

The members may change the nationality of the Company only by an unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

**Art. 9.** If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing.

Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

**Art. 10.** If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to nonmembers is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

**Art. 11.** Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

**Art. 12.** For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

### **Title III. Administration**

**Art. 13.** The Company shall be managed by a board of managers composed of at least one manager of Category A and at least one manager of Category B, who need not to be members of the Company.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

**Art. 14.** The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place in Luxembourg indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or email another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting and only if, at least, one manager of category A and one manager of category B vote in favour of the decisions.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

**Art. 16.** The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

**Art. 17.** Towards third parties the Company is validly bound by the joint signatures of one manager of Category A and one manager of Category B, or by the single signature of the sole manager, or by the single or joint signatures of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

**Art. 18.** In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

**Art. 19.** The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

**Art. 20.** The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the corporation, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Interim dividends may be distributed upon resolution of the board of managers, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

#### **Title IV. Winding up - Liquidation**

**Art. 21.** In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Each unit gives right to one fraction of the net liquidation assets of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

**Art. 22.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

#### *Transitional provisions*

The first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation, shall terminate on December 31<sup>st</sup>, 2011.

### *Subscription and Payment*

All the twelve thousand five hundred (12,500) corporate units have been subscribed by the company Alcove Holdings Europe S.à r.l., prenamed.

All the corporate units have been fully paid in by the subscriber prenamed so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at free disposal of the Corporation, as certified to the undersigned notary.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

### *Resolution of the Sole Member of the Company*

The sole member of the Company, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
2. The number of managers is set at four (4).
3. The following persons are appointed managers of Category A for an unlimited period:
  - Mr. Sean REILLY, property developer, born on April 5<sup>th</sup>, 1956 in Cavan (Republic of Ireland), professionally residing at Block E Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republic of Ireland);
  - Mr. Raymond REILLY, company director, born on January 2<sup>nd</sup>, 1968 in Cavan (Republic of Ireland), professionally residing at Block E, Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republic of Ireland).
4. The following persons are appointed as managers of category B for an unlimited period:
  - Mr. Pierre METZLER, lawyer, born on December 28<sup>th</sup>, 1969 in Luxembourg, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L2320 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);
  - Mr. Georges GUDENBURG, lawyer, born on November 25<sup>th</sup>, 1964 in Luxembourg, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the Office, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, acting as here above stated, he signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Fassung:**

Im Jahre zweitausendzehn, am neunten September.

Vor Uns, der unterzeichnenden Notarin Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft Alcove Holdings Europe S.à r.l., eine Gesellschaft gegründet gemäß dem luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 139.814, vertreten durch Frau Morgane IMGRUND, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmachterteilung, ausgestellt in Dublin am 27. August 2010.

Diese Vollmacht bleibt nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und die unterzeichnende Notarin dieser Urkunde zum Zwecke der gemeinsamen Hinterlegung bei den Registrierungsbehörden als Anlage beigelegt.

Die Erschienene, vertreten wie vorerwähnt, hat die unterzeichnende Notarin ersucht die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch das geltende Recht und die vorliegenden Bestimmungen geregelt wird, aufzunehmen:

#### **Titel I. Gesellschaftsform - Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck**

**Art. 1.** Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „Alcove Europe Two S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“), die den luxemburgischen Gesetzen, insbesondere dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, und der folgenden Satzung unterliegt, gegründet.

**Art. 2.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt.

Er kann an einen beliebigen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und an einen beliebigen Ort innerhalb von Luxemburg-Stadt durch Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

Niederlassungen oder andere Geschäftsräume können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland durch Beschluss der Geschäftsführung eröffnet werden.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, das Halten, die Geschäftsführung, die Entwicklung, die Vermietung und die Verfügung in jeglicher Art von und über Immobilien.

Gesellschaftszweck ist ferner, Beteiligungen in jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften zu halten, das Halten von Anteilen in luxemburgischen oder ausländischen Vermögenstreuhandunternehmen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Erwerbsformen, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise, von Aktien, Anteilen, Schuldverschreibungen und anderen Wertpapieren jeglicher Art und das Eigentum, Verwaltung, Entwicklung und Leitung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ihre Geldmittel verwenden um Immobilienanlagen zu tätigen, um ihre Vermögenswerte, so wie diese sich im Laufe der Zeit zusammensetzen, namentlich, jedoch nicht ausschließlich, ihren Wertpapierbestand jeglicher Herkunft, zu bilden, zu verwalten, zu entwickeln oder um über diese zu verfügen, um an der Gründung, Entwicklung und Einflussnahme in jeglichem Unternehmen teilzunehmen, um durch Einlagen, Zeichnung, Sicherung oder Option Wertpapiere oder jegliche Rechte geistigen Eigentums zu erwerben, um diese durch Verkauf, Übereignung, Tausch oder auf sonstige Weise zu veräußern, um Benutzungsrechte an geistigem Eigentum zu erlangen oder zu gewähren und um den Gesellschaften, in denen die Gesellschaft über direkte oder indirekte Gewinnbeteiligungen verfügt sowie den Gesellschaften des Konzerns, oder zu deren Gunsten jegliche Unterstützung einschließlich durch finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien, zu leisten.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen und Schuldverschreibungen, bevorzugte Kapitalzertifikate, Schuldscheine und Schuldanerkennungen, seien diese konvertierbar oder nicht konvertierbar, innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen ausgeben. Die Gesellschaft kann Unterstützung jeglicher Art, Darlehen, Vorschuss oder Garantien den oder zu Gunsten der Gesellschaften, Treuhandunternehmen oder Unternehmen in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder zu Gunsten von Gesellschaften welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, gewähren.

Die Gesellschaft kann jeder Person oder zu Gunsten jeder Person, die mit der Gesellschaft zusammen in ein gemeinsames Projekt investiert jegliche Art von Garantien gewähren.

Als Zweck der Gesellschaft, und als Ziel als solches oder Jonst wie, und sei es zur Erzielung von Gewinn oder zur Vermeidung von Verlusten oder für welchen Zweck auch immer, ob verbunden mit einer Vergütung oder einem Gewinn für die Gesellschaft oder nicht, kann die Gesellschaft Währungs- und Zinsgeschäfte oder andere finanzielle oder sonstige Geschäfte jeglicher Art vornehmen, einschließlich Geschäfte zum Zwecke, oder geeignet zum Zwecke der Vermeidung, Reduzierung, Minimierung des, Absicherung gegen das oder auf andere Art der Verwaltung des Risikos eines jeglichen Verlusts, Kosten, Aufwendung oder gesteigerte oder zu erwartende Haftung mittelbarer oder unmittelbarer Natur, resultierend aus jeglichem Wechsel eines jeglichen Zinssatzes oder eines Währungswechselkurses oder des Preises oder Wertes eines Vermögens, Aktiva, Produktes, Index oder Verantwortung oder aus jeglichem anderen Risiko oder Faktor welches die Geschäftsinteressen der Gesellschaft betreffen, einschließlich, aber nicht begrenzt auf Transaktionen, sei es in Gestalt von Erwerb, Verkäufen oder sonst wie, in fremder oder irischer Währung, Platzgeschäfte und andere Devisen- und Kursgeschäfte, caps, floors und collars, Termingeschäfte, Optionen, Tauschgeschäfte und jede anderen Vereinbarungen zur Absicherung von Währungszinssraten und solch andere Instrumente welche vergleichbar oder abgeleitet von einem der vorbenannten Instrumente sind.

Die Gesellschaft kann alle vorgenannten Geschäfte oder ein jedes oder mehrere hiervon, als getrenntes oder separates Geschäft oder aber als Hauptgeschäft betreiben, jegliche Tätigkeit betreiben im Produktionsbereich oder in einem anderen Bereich, für welche die Gesellschaft geeignet zu sein scheint, zufrieden stellend ausführen zu können, in Verbindung mit dem oben genannten oder einem der oben genannten Zwecken oder mit Sicht direkt oder indirekt den Wert des Vermögens der Gesellschaft oder ihre Rechte zu verstärken oder sie rentabler zu gestalten.

Die Gesellschaft kann als Geschäftsführer, Berater, Aufsichtsbeauftragter und als Beauftragter anderer Gesellschaften oder Unternehmen fungieren, und, für diese Gesellschaften oder Unternehmen, ob geschäftsführende, beratende, technische, im Erwerb oder im Verkauf oder andere Dienstleistungen tätigen, und in Vereinbarungen eintreten, wenn und soweit diese notwendig oder ratsam sind in Bezug auf das Vorgehende.

Generell, kann die Gesellschaft sämtliche Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen ergreifen, sowie jede Handlungen ausführen, welche sie für die Verfolgung und Entwicklung des Gesellschaftszweckes als notwendig erachtet.

## **Titel II. Gesellschaftskapital und Gesellschaftsanteile**

**Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).



Das Stammkapital kann, je nachdem, durch Entscheidung des Alleingeschafters oder nach Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung erhöht oder gesenkt werden.

**Art. 6.** Die Gesellschaft kann, unter Beachtung der relevanten Gesetzesanordnungen, ihre eigenen Gesellschaftsanteile zurückkaufen.

Der Erwerb von sowie die Verfügung durch die Gesellschaft über ihre eigenen Gesellschaftsanteile kann aufgrund einer Beschlussfassung der und unter den Bedingungen, die die Hauptversammlung der Gesellschafter bestimmen muss, stattfinden.

**Art. 7.** Jede ordnungsmäßige Gesellschafterversammlung wird die Gesamtheit der Gesellschafter darstellen. Sie wird die weitestgehenden Befugnisse haben, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Jeder Anteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme in den ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen der Gesellschafter.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschafter angenommen.

Das Stammkapital sowie die anderen Bestimmungen dieser Satzung können zu jeder Zeit durch Beschluss des alleinigen Geschafters oder per Beschluss der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, geändert werden. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann durch einstimmigen Beschluss der Gesellschaft herbeigeführt werden.

Ungeachtet des Vorangeführten sollte der Beschluss der Hauptversammlung die Änderung der Rechte einer Anteilskategorie mit sich führen, so muss dieser Beschluss der Gültigkeit wegen die Mehrheitsbedingungen des Paragraphen 4 der vorliegenden Satzungen für jede Kategorie erfüllen.

Die Gesellschafter können die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft nur durch eine einstimmige Entscheidung ändern.

Falls alle Gesellschafter bei einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

**Art. 8.** Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Geschäftsanteil anerkennen; falls ein Geschäftsanteil im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Rechte des betreffenden Geschäftsanteils auszusetzen, bis dass eine Person als alleiniger Eigentümer in Bezug auf die Gesellschaft benannt wurde.

**Art. 9.** Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, übt dieser Alleingeschafter sämtliche Rechte der Gesellschafterversammlung aus.

Die Entscheidungen des Alleingeschafters, welche im Rahmen des ersten Absatzes getroffen werden, sind in ein Protokoll aufzunehmen oder schriftlich abzufassen.

Weiterhin werden Verträge, die zwischen dem Alleingeschafter und der durch den Alleingeschafter vertretenen Gesellschaft geschlossen werden, in ein Protokoll aufgenommen oder schriftlich abgefasst.

Nichtsdestotrotz ist diese letzte Regelung nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen eingegangen werden.

**Art. 10.** Wenn die Gesellschaft mindestens zwei Gesellschafter hat, sind die Geschäftsanteile frei unter Gesellschaftern übertragbar.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nicht-Gesellschafter benötigt die in einer Gesellschafterversammlung erteilten Zustimmung von Gesellschaftern die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren.

Im Todesfall eines Geschafters ist die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Nicht-Gesellschafter abhängig von der Zustimmung von Gesellschaftern die nicht weniger als drei Viertel (3/4) der Rechte der verbleibenden Gesellschafter repräsentieren. In diesem Fall ist die Genehmigung nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Pflichtteilsberechtigte oder den überlebenden Ehepartner erfolgt.

**Art. 11.** Der Tod, die Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des Alleingeschafters oder eines Geschafters haben nicht die Beendigung der Gesellschaft zur Folge.

**Art. 12.** Gläubiger, Berechtigte oder Rechtsnachfolger der Gesellschafter dürfen aus keinem Grund und in keinem Fall Siegel an das Gesellschaftsvermögen anbringen.

### **Titel III. Verwaltung**

**Art. 13.** Die Gesellschaft wird von einer Geschäftsführung verwaltet, die sich aus mindestens einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B zusammensetzt, wobei diese nicht Gesellschafter der Gesellschaft zu sein brauchen.

Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen, welche auch die Befugnisse, das Entgelt und die Dauer des Mandats bestimmt.

**Art. 14.** Die Geschäftsführung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen. Sie kann weiterhin einen Sekretär wählen, der nicht Geschäftsführer zu sein braucht und der für die Abfassung der Sitzungsprotokolle der Geschäftsführung und der Gesellschafter verantwortlich ist.

Die Geschäftsführung kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführer zusammen und zwar an dem Ort in Luxemburg, der in der Einberufung der Sitzung genannt ist.

Schriftliche Einberufungsschreiben zu jeder Sitzung der Geschäftsführung müssen allen Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Zeitpunkt der Abhaltung der Sitzung zugestellt werden, außer in dringlichen Fällen, wobei dann die Art des Dringlichkeitsfalles in dem Einberufungsschreiben genannt werden muss. Auf die Einberufung kann schriftlich per Brief, Fax oder Email durch jeden Geschäftsführer verzichtet werden. Gesonderte Einberufungsschreiben sind nicht notwendig bei individuellen Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten gehalten werden, welche aus einem Zeitplan hervorgehen, der vorher durch einen Geschäftsführungsbeschluss genehmigt wurde.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei jeder Sitzung der Geschäftsführung vertreten lassen, indem er schriftlich per Brief, Fax oder Email einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt oder kann mittels Telefonkonferenz an der Sitzung teilnehmen.

Abstimmungen können auch schriftlich per Brief, Fax oder Email durchgeführt werden.

Die Geschäftsführung kann nur wirksam beraten und handeln, wenn zumindest eine Mehrheit von Geschäftsführern bei der Sitzung anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch eine Mehrheit der Stimmen der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen und nur, wenn mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B diesen Entscheidungen zustimmen.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterzeichnet wurden, haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, über die bei Sitzungen der Geschäftsführung abgestimmt wurde.

**Art. 15.** Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden von deren Vorsitzenden unterzeichnet oder, in dessen Abwesenheit, durch den vorübergehenden Vorsitzenden, der den Vorsitz dieser Sitzung übernommen hat.

Kopien und Auszüge solcher Sitzungen, die zur Vorlage in Rechtsangelegenheiten oder in sonstiger Weise vorgelegt werden, werden durch den Vorsitzenden, den Sekretär oder zwei Geschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 16.** Die Geschäftsführung verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Namen und im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit der Geschäftsführung.

Die Geschäftsführung kann ihre Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, ohne vorherigen Beschluss der Gesellschafterversammlung, an einen oder mehrere Geschäftsführer, an einen Prokuristen oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwangsweise Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen) übertragen, welche unter den Bedingungen beraten und mit den Befugnissen ausgestattet sind, die von der Geschäftsführung festgelegt werden. Die Geschäftsführung kann außerdem jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwangsweise Geschäftsführer sein muss, übertragen, Beauftragte und Angestellte bestellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

**Art. 17.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B oder durch die Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Einzel oder die gemeinsame Unterschrift jeder Person(en), die durch die Geschäftsführung berechtigt wurde, verpflichtet.

**Art. 18.** In der Ausübung ihres Mandats haften die Geschäftsführer nicht persönlich für die Verpflichtungen der Gesellschaft. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie für die gewissenhafte Ausführung der ihnen obliegenden Pflichten verantwortlich.

**Art. 19.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 20.** Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Jahresabschluss erstellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung stellt.

Von dem Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der gesetzlichen Rücklage endet, wenn die Rücklagen einen Betrag erreicht haben, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht.

Auf Empfehlung der Geschäftsführung entscheidet die Gesellschafterversammlung über die Verwendung des jährlichen Gewinnes.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Zuteilung eines Anteils der Aktiva und des Gewinns der Gesellschaft im direkten proportionalen Verhältnis zu den bestehenden Geschäftsanteilen.

Vorschüsse auf Dividenden können zu jeder Zeit, durch Beschlussfassung der Geschäftsführung, unter den nachfolgenden Bedingungen ausgezahlt werden:

1. die Geschäftsführung stellt einen Zwischenabschluss auf,
2. dieser Zwischenabschluss weist einen Gewinn, einschließlich der vorgetragenen Gewinne, auf,
3. die Entscheidung Vorschüsse auf Dividenden zu gewähren wird anlässlich einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter gefasst.
4. Die Zahlung erfolgt, nachdem die Gesellschaft die Sicherheit erhalten hat, dass Rechte der Gläubiger der Gesellschafter nicht berührt werden.

#### **Titel IV. Auflösung und Liquidation**

**Art. 21.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche oder juristische Personen sein können) erfolgen, die durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über diese Auflösung entschieden hat und die ihre Befugnisse und Vergütungen festlegen wird.

Nach Abschluss der Liquidation werden die Aktiva der Gesellschaft den Gesellschaftern entsprechend ihrer gehaltenen Geschäftsanteile zugeteilt.

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht durch die Regelungen der vorliegenden Satzung geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertundfünfzehn über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

#### *Übergangsbestimmungen*

Ausnahmsweise beginnt das Geschäftsjahr am Tage der Gesellschaftsgründung und endet am 31. Dezember 2011.

#### *Zeichnung und Auszahlung*

Alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile sind vollständig von der vorgenannten Gesellschaft Alcove Holdings Europe S.à r.l. gezeichnet worden.

Alle Geschäftsanteile wurden vollständig vom vorgenannten Zeichner in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-) zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, worüber der Nachweis der unterzeichnenden Notarin erbracht wurde.

#### *Erklärung*

Die unterzeichnende Notarin gibt hiermit an, beglaubigt und ausdrücklich vermerkt zu haben, dass die aufgezählten Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften hier erfüllt worden sind.

#### *Kosten*

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen jedweder Art, welcher der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, sind auf ungefähr eintausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-) abgeschätzt.

#### *Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters*

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat der Alleingesellschafter, vertreten wie vorbenannt, welcher das gesamte Stammkapital repräsentiert, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist L-1130 Luxemburg, 37, rue d'Anvers;
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf vier (4) festgelegt;
3. Folgende Personen werden als Geschäftsführer der Kategorie A auf unbestimmte Zeit ernannt:
  - Herr Sean REILLY, Bauunternehmer, geboren am 5. April 1956 in Cavan (Republik Irland), geschäftsansässig in Block E Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republik Irland);
  - Herr Raymond REILLY, Geschäftsleiter, geboren am 2. Januar 1968 in Cavan, geschäftsansässig in Block E, Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republik Irland).
4. Folgende Personen werden als Geschäftsführer der Kategorie B auf unbestimmte Zeit ernannt:
  - Herr Pierre METZLER, Anwalt, geboren am 28. Dezember 1969 in Luxemburg, geschäftsansässig in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);
  - Herr Georges GUDENBURG, Anwalt, geboren am 25. November 1964 in Luxemburg, geschäftsansässig in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Die unterzeichnende Notarin, die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der oben genannten erschienen Partei, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Gemäß dem Wunsch derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung der Urkunde an die Bevollmächtigte, handelnd wie vorerwähnt, hat dieser zusammen mit der Notarin die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: M. Imgrund et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2010. LAC/2010/39727. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123483/458.

(100140731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Rosalia Investment AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 30, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 110.932.

*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 8. Juli 2010*

Nach eingehender Prüfung fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse:

1. Die Niederlegung der täglichen Geschäftsführung von Frau Ulrike Holbach verheiratete Alder, geschäftsansässig L-6637 Wasserbillig, 30, Esplanade de la Moselle zum 31. März 2010 wird einstimmig angenommen. Das Mandat von Frau Holbach verheiratete Alder als Mitglied des Verwaltungsrates wird bis zur Generalversammlung 2016 verlängert.

2. Die Niederlegung der täglichen Geschäftsführung von Frau Heike Gottschalk, geschäftsansässig L-6637 Wasserbillig, 30, Esplanade de la Moselle zum 31. März 2010 wird einstimmig angenommen. Das Mandat von Frau Gottschalk als Mitglied des Verwaltungsrates wird bis zur Generalversammlung 2016 verlängert.

3. Das Mandat von Frau Edith Maerten als Mitglied des Verwaltungsrates wird bis zur Generalversammlung 2016 verlängert.

4. Das Mandat von Herrn Edgar Reifer als Mitglied des Verwaltungsrates wird bis zur Generalversammlung 2016 verlängert.

5. Das Mandat der LUX-FIDUCIAIRE Consulting S.à r.l. als Rechnungskommissar der Gesellschaft wird bis zur Generalversammlung 2016 verlängert.

Wasserbillig, den 8. Juli 2010.

Für die Generalversammlung:

Edith Maerten

Référence de publication: 2010123693/24.

(100140526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**SOPFFA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 107.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010123709/10.

(100140732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Maussane S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 143.724.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 25 août 2010 que:

- la démission de Monsieur Stefan LORETZ de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.
- la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l, ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80.574 a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2010.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010124209/20.

(100140853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2010.

---

**TowerView Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 138.240.

—  
*Extrait des délibérations du Conseil de Gérance du 22 juillet 2010*

Le Conseil de Gérance a décidé de ne pas renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé, DELOITTE S.A. (ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 LUXEMBOURG).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Marie-Cécile MAHY-DUBOURG

*Fondé de Pouvoir*

Référence de publication: 2010123715/14.

(100140231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Scarano S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.495.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 6 septembre 2010 que:

- la démission de Monsieur Stefan LORETZ de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.
- la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80.574 a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2010.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010124273/20.

(100140855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2010.

---

**Consult Trading Management, Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 108.336.

—  
RECTIFICATIF

*Extrait*

Rectification à un premier dépôt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L100134052.

Il résulte d'un procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société CONSULT TRADING MANAGEMENT SA qui s'est tenue au siège social de la société le 27 août 2010 que:

1. L'Assemblée a accepté la démission de Monsieur Roberto FORNIERI de son poste d'administrateur.
2. Monsieur Luciano SALVADOR, administrateur de société, né le 11 avril 1957 à Ougrée (BE), demeurant à B-4121 Neupré, 8, allée Marie Louise, a été nommé au poste d'administrateur de la société pour une durée de 6 ans.
3. La durée du mandat des administrateurs restants a été prolongée jusqu'au 26 août 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2010124386/21.

(100140706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Carpenter Technology Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2361 Strassen, 5, rue des Primeurs.  
R.C.S. Luxembourg B 155.423.

—  
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the thirteenth day of the month of September.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CRS Holdings, Inc., a company incorporated under the laws of the State of Delaware with registered office at 1105 North Market Street, Suite 601 Wilmington DE 19801, USA, registered with the State of Delaware, Secretary of State, Division of Corporations under number 920575035-2289227,

represented by Me Stéphanie Damien, licenciée en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 3 September 2010, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company Carpenter Technology Luxembourg S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Carpenter Technology Luxembourg S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose and may invest directly or indirectly in real estate, in intellectual property rights, or in any other movable or immovable property of any kind.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in Strassen, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) divided into one thousand (1,000) shares with a par value of twelve Euro fifty cents (€ 12.50) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amend-

ment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote, it being understood that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

The board of managers can only act or deliberate validly if a majority of the managers in office are present or represented.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman who presided at such meeting or any two managers present at such meeting.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

**Art. 8. Liability Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder Meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> July of each year and ends on 30<sup>th</sup> June of the following year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 30<sup>th</sup> June 2011.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.



**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the one thousand (1,000) shares with a nominal value of twelve Euro fifty cents (€ 12.50).

Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately € 1,100.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The single shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at:

5, rue des Primeurs, L-2361 Strassen

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set out in the articles:

- K. Douglas Ralph, Director, born on 13<sup>th</sup> September 1960 in Red Bank, New Jersey (USA), residing at 8 Remington Lane, Malvern, PA 19355, USA; and

- Martine Therasse, Director, born on 19<sup>th</sup> October 1970 in Lobbes (Belgium), residing at 103 Avenue Franklin Roosevelt, 1050 Elsenne, Belgium.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le treizième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire, demeurant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg.

A comparu:

CRS Holdings, Inc., une société constituée conformément à la loi de l'état de Delaware, ayant son siège social au 1105 North Market Street, Suite 601, Wilmington DE 19801, Etats-Unis, enregistrée auprès de l'état du Delaware, Secretary of State, Division of Corporations sous le numéro 920575035-2289227,

représentée par Me Stéphanie Damien, licenciée en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 3 septembre 2010, qui sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, agissant ès qualité, a requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée Carpenter Technology Luxembourg S.à r.l., qui est constituée par les présentes comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup> . Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Carpenter Technology Luxembourg S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et la législation applicable.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi qu'auprès d'autres entités commerciales, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de créances, de titres et d'autres valeurs de toutes espèces, et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société pourra également détenir des participations dans d'autres sociétés et exercer son activité à travers ses filiales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder à travers des placements privés à l'émission d'obligations et autres titres de créances.

D'une manière générale, la Société pourra octroyer assistance (au moyen de prêts, avances, garanties ou sûretés ou par tout autre moyen) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a des participations ou qui font

partie intégrante du groupe de sociétés auquel la Société appartient (y inclus vers le haut ou horizontalement), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et faire toute opération qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Finalement, la Société peut accomplir toute opération commerciale, technique et financière ou toute autre opération, en relation directe ou indirecte avec le champ d'application de son objet, afin de faciliter l'accomplissement de celui-ci et peut investir directement ou indirectement sur le marché de l'immobilier, dans les droits de propriété intellectuelle ou dans toute autre propriété mobilière ou immobilière de toute sorte.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions requises pour une modification des statuts.

L'adresse du siège social pourra être transférée à l'intérieur de la ville de Luxembourg par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société pourra établir des succursales et des filiales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans l'hypothèse où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée du siège social avec des personnes à l'étranger se seraient produits ou serait imminents, il pourrait transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant tout transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées par le gérant ou, le cas échéant, par le conseil de gérance à toute personne intéressée.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 €) divisé en mille (1.000) parts sociales d'une valeur au pair de douze euro cinquante centimes (12,50 €) chacune. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par les associés délibérant dans les conditions requises pour une modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses autres parts sociales sur base d'une résolution de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

**Art. 6. Transfert des Parts sociales.** Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour-cent du capital de la Société.

**Art. 7. Gestion de la Société.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le conseil de gérance ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des gérants en fonction sont présents ou représentés.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de

gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des gérants, y inclus au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance devront être signés par le président qui présidait la réunion concernée ou deux gérants présent à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment signés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera engagée par la signature individuelle en cas d'un seul gérant, et en cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle de chacun des gérants, étant entendu cependant que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y inclus par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par un des gérants ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B, agissant ensemble (y inclus par voie de représentation).

**Art. 8. Responsabilité des gérants.** Le(s) gérant(s) ne sont pas tenus personnellement responsables pour les dettes de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables pour l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations prévues ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, un gérant ou un fondé de pouvoir de la Société, sera indemnisée par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour la responsabilité et toutes les dépenses raisonnablement supportées ou payées par celui-ci en relation avec une revendication, action, poursuite ou procédure judiciaire qui le rend impliqué en tant que partie ou autrement en vertu du fait qu'il est ou a été gérant ou fondé de pouvoir. Il sera également indemnisé pour tous les montants qu'il aurait payés ou supportés afin de régler les faits mentionnés ci-dessus. Les termes "revendication", "action", "poursuite" ou "procédure judiciaire" s'appliqueront à toute revendication, action, poursuite ou procédure judiciaire (civiles, pénales ou autres, y compris les appels) actuels ou imminents et les termes "responsabilité" et "dépenses" incluront sans limitation les honoraires d'avocat, les coûts, jugements, montants payés en vertu d'une transaction et autres montants dus.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou à un fondé de pouvoir:

- (i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement de ses devoirs découlant de sa fonction;
- (ii) Pour toute affaire dans le cadre de laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou
- (iii) En cas de transaction, à moins que la transaction n'ait été approuvée par une cour d'une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit d'être indemnisé tel que prévu par le présent article appartient à chaque gérant et n'affectera pas tout autre droit dont un gérant ou fondé de pouvoir pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard d'une personne ayant cessé d'être gérant ou fondé de pouvoir et se transmettra aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions de cet article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, en ce compris les gérants et fondés de pouvoir en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses supportées en relation avec la préparation d'une défense et la représentation dans le cadre d'une revendication, action, poursuite ou procédure judiciaire telles que décrites dans cet article seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour compte du fondé de pouvoir ou du gérant de rembourser ce montant s'il est finalement décidé qu'il n'aurait pas eu droit à une indemnisation conformément au présent article.

**Art. 9. Droit de vote des associés.** Chaque associé pourra prendre part aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il détient et pourra valablement agir à toute assemblée des associés au moyen d'une procuration spéciale.

**Art. 10. Assemblées des associés.** Les décisions des associés sont prises selon les formes et aux majorités prescrites par la loi luxembourgeoise sur les sociétés par écrit (dans les cas prévus par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée régulièrement constituée des associés de la Société ou toute résolution écrite régulière (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une notice de convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse telle qu'elle apparaît sur le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de la tenue de cette assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

En cas de résolutions écrites, le texte de telles résolutions sera adressé aux associés à leur adresse telle qu'elle figure sur le registre des associés tenu par la Société huit (8) jours au moins avant que la date proposée pour la résolution ne

devienne effective. Les résolutions deviendront effectives après l'approbation de la majorité telle que prévue par la loi en ce qui concerne les décisions collectives (ou conformément à la satisfaction des exigences de majorité, à la date fixée ci-après). Des résolutions écrites prises à l'unanimité pourront être prises à tout moment sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire prévue par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles ont été approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si une telle majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des votes exprimés, peu importe la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions concernant la modification des Statuts sont prises (x) à la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions qui changent la nationalité de la Société sont prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

**Art. 11. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année pour se terminer le 30 juin de l'année suivante, sauf en ce qui concerne la première année sociale, qui commencera à la date de la constitution de la Société et se terminera le 30 juin 2011.

**Art. 12. Comptes annuels.** Chaque année à la fin de l'année comptable, les comptes annuels sont établis par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance.

Les comptes annuels sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

**Art. 13. Distributions.** Sur le bénéfice net, il sera prélevé cinq (5) pour-cent pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix (10) pour-cent du capital social émis de la Société.

Les associés pourront décider de verser des dividendes intérimaires sur base des relevés de compte préparés par le gérant, ou le cas échéant par le conseil de gérance, démontrant que des fonds suffisants sont disponibles pour permettre une distribution, étant entendu que le montant distribué ne pourra excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et sommes devant être affectées à la réserve légale.

Le solde pourra être distribué aux associés après une décision de l'assemblée générale des associés.

Le compte prime d'émission pourra être distribué aux associés après décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés pourra décider d'allouer un montant quelconque du compte prime d'émission au compte réserve légale.

**Art. 14. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs qui seront des associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 15. Associé unique.** Si, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales de la Société, la Société existera en tant que société uni-personnelle, conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autre, de la même loi, sont applicables.

**Art. 16. Loi applicable.** Pour tout ce qui n'aura pas été prévu dans les présents statuts, les associés se référeront à la législation applicable.

Les statuts de la Société ayant été établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement payé les mille (1.000) parts sociales d'une valeur au pair de douze euro cinquante centimes (12,50 €) chacune.

Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cent euros (12.500 €) a été donnée au notaire instrumentant.

#### *Dépenses et Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges quelconque que ce soit incombant à la Société du fait de sa constitution, sont à évaluer à environ € 1.100,-.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

L'associé unique a aussitôt pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 5, rue des Primeurs, L-2361 Strassen.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société chacun avec pouvoir de signature comme déterminé dans les statuts:
  - K. Douglas Ralph, administrateur, né le 13 septembre 1960 à Red Bank, New Jersey (Etats-Unis) et demeurant au 8 Remington Lane, Malvern, PA 19355, Etats-Unis; et
  - Martine Therasse, administrateur, née le 19 octobre 1970 à Lobbes (Belgique) et demeurant au 103 Avenue Franklin Roosevelt, 1050 Elsene, Belgium.

En foi de quoi, nous, le notaire instrumentant, avons posé notre sceau en date qu'entête.

Le document a été lu à la partie comparante, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ladite comparante a signé le présent acte avec nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Signé: S. Damien, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 septembre 2010. Relation: EAC/2010/10905. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123516/397.

(100140468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Okaidi Luxe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 154.136.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 août 2010*

L'associé unique décide comme suit:

Il est porté à la connaissance de l'associé unique que l'adresse du siège social tel qu'elle apparaît dans le procès-verbal des résolutions de l'associé unique, daté du 11 juin 2010, n'est plus d'actualité. En effet, suite à une décision du Conseil Communal de Weiswampach, la nomenclature des rues a changée, et l'ancienne dénomination «Route de Stavelot 144», a été transformée en «Gruuss-Strooss 61». Dès lors, le siège social de la société est désormais établi à L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 3 septembre 2010.

Pour «OKAIDI LUXE S.à r.l.»

Société à responsabilité limitée

FIDUNORD S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010124365/20.

(100139744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

---

**Inteca S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 66.591.

—  
Le bilan au 31 Décembre 2009 dans sa version modifié a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et remplace le bilan au 31 Décembre 2009 précédemment déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L100128393.05 le 19 août 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2010123934/14.

(100140413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Twentyfourseven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 109.924.

—  
Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15.09.10.

Référence de publication: 2010123718/10.

(100140644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**ML-Tronic S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 2, Op Tomm.

R.C.S. Luxembourg B 155.412.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, am ersten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Herr Michael LEINWEBER, Kaufmann, geboren am 17. Mai 1971 in Saarburg, wohnhaft in D-54453 Köllig, Im Maifeld 8.

Vorgenannte Partei, hat den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

**Art. 2.** Die Gesellschaft hat zum Zweck den Vertrieb und Großhandel von Mobilfunkgeräten und Elektro/Elektronikartikeln sowie Zubehör.

Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industrielle und finanzielle Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf dem Hauptzweck Bezug haben.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

**Art. 4.** Die Gesellschaft führt den Namen „ML-TRONIC S. à r. l.“.

**Art. 5.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Wormeldange. Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

**Art. 6.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt siebenzigtausend Euro (70.000. EUR) eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je siebenhundert Euro (700. EUR).

Alle einhundert (100) Anteile wurden gezeichnet von Herrn Michael Leinweber, vorgenannt.

Dieselben Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von siebenzigtausend Euro (70.000. EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

**Art. 7.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

**Art. 8.** Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

**Art. 9.** Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

**Art. 10.** Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

**Art. 11.** Erben, Gläubiger oder andere Berechtigte können in keinem Fall einen Antrag auf Pfändung des Firmeneigentums oder von Firmenschriftstücken stellen.

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitest gehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Im Falle der vorübergehenden Verhinderung der Geschäftsführer, können die Geschäfte durch den alleinigen Gesellschafter oder im Falle von mehreren Gesellschaftern, gemeinsam geführt werden.

**Art. 13.** Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

**Art. 14.** Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

**Art. 15.** Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

**Art. 16.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

**Art. 17.** Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

**Art. 18.** Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

**Art. 19.** Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter

**Art. 20.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 21.** Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2010.

#### *Feststellung*

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausendzweihundert Euro (1.200. EUR).

#### *Ausserordentliche Gesellschafterversammlung*

Sodann fasst der Gesellschafter folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Zum alleinigen Geschäftsführer wird ernannt auf unbestimmte Dauer:

Herr Michael Leinweber, vorbenannt.

Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten rechtsgültig verpflichtet, durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-5485 Wormeldange-Haut, 2, Op Tomm.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. LEINWEBER, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 2 septembre 2010. Relation: REM/2010/1172. Reçu soixante-quinze euros 75. €

Le Receveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 13. September 2010.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2010124446/98.

(100140241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**FS Invest II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: DKK 1.546.018.200,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.850.

Constituée par-devant Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 28 avril 2005, acte publié au Mémorial C numéro 944 du 26 septembre 2005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*  
Maxime Nino  
*Manager*

Référence de publication: 2010123924/15.

(100140576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Honua Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 155.425.

—  
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the 13<sup>th</sup> day of September.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

The company Honua Real Estate Management Inc., a company incorporated under the laws of the State of New York, USA, with registered office at 405 Lexington Avenue, 10174 New York, NY, USA, hereafter represented by Mrs Marianne GOEBEL, attorney at law residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given to her by Honua Real Estate Management Inc., represented by its Director Mr. Kyung Rae KIM, issued in New York, USA, on August 9, 2010, which will be attached to this deed in order to be registered along with it.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

**Art. 1. Formation.** There is formed a private limited liability company (“the Company”) organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg (“the Laws”) and by the present articles of association (“the Articles”).

The Company may be composed of one single shareholder or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

**Art. 2. Name.** The Company will exist under the name of “Honua Europe S.à r.l.”.

**Art. 3. Registered office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the manager(s) and (ii) to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager(s).

**Art. 4. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may enter into the following transactions:

- to conclude and/ or to get facilities in any form;

- to advance, lend, deposit funds and/ or grant facility to its subsidiaries and/ or to companies in which the Company has direct or indirect interest, even not substantial, and/ or to companies belonging at the same group of companies than the Company (“the Affiliated Company(ies)”);



For the purpose of this article, a company is considered as belonging to the same group of companies than the Company whether this company, directly or indirectly, holds, controls, is controlled by or is under common control with the Company, as ultimate holder, trustee, guardian or other fiduciary agent.

A company shall be considered as controlling another company whether it holds, directly or indirectly, the whole or a substantial part of the whole share capital of the company or it has the disposal of the authority to run or to orient the management and the politics of the other company by way of the detention of shares enabling to exert the right of vote by agreements or otherwise.

- to grant any guarantee, pledge or other form of security agreement, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the Company's property assets (present or future), or by these two methods cumulatively, for the execution of any agreement or obligation of the Company or of Affiliated Companies and to render any assistance to the Affiliated Companies within the limits authorized by Luxembourg law, being understood that the Company will not enter into any transaction which could cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The Company may conduct all real estate transactions, such as buying, selling, development and management of real estate.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 5. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 6. Share capital.** The share capital of the Company is fixed at 20,000.- € (twenty thousand Euro) represented by 20 (twenty) shares fully paid in with a nominal value of 1,000.- € (one thousand Euro) each.

The share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

**Art. 7. Ownership of shares.** Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 8. Transfer of shares.** In case of a single shareholder, the shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in the respect of article 189 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies (as amended).

**Art. 9. Register of shares.** There will be held at the registered office a register of shares which may be inspected by each shareholder.

**Art. 10. Incapacity, insolvency, bankruptcy of the shareholder(s).** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

**Art. 11. Management.** The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves.

The manager(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

If several managers are appointed, they shall form a board of managers ("the Board of Managers").

**Art. 12. Power of the manager(s).** The manager(s) are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the manager(s).

**Art. 13. Representation.** The Company will be bound towards third parties by the single signature of any manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person(s) to whom special power has been delegated by the manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 14. Interim dividend.** The manager(s) may decide to pay an interim dividend on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

**Art. 15. Meetings of the Board of Managers.** In case a Board of Managers is formed, the board may appoint from among its members a chairman and a secretary who need not be a manager himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Board of Managers will meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Managers.

The chairman will preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the managers present or represented at such meeting.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy.

Any member of the Board of Managers may represent one or more other members of the Board of Managers.

One or more managers may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting.

**Art. 16. Management fees and expenses.** Subject to approval by the shareholder(s), the manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the manager(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 17. Conflicts of interest.** If any of the managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such manager shall disclose such personal interest to the other manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole manager it suffices that the transactions between the Company and its manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

**Art. 18. Liability of the manager(s).** The manager(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

**Art. 19. Shareholder(s).** The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

**Art. 20. General meetings.** Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand-Duchy of Luxembourg upon issuance of a convening notice in compliance with the Laws and the Articles, by the manager(s), subsidiarily, by the auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholder(s) representing more than half (1/2) of the share capital.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

In addition, if the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing.

Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital, each share entitling to one vote.

If such majority is not reached at the first meeting, the shareholders shall be convened a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

**Art. 21. Financial year.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

**Art. 22. Financial statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting.

**Art. 23. Legal reserve.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 197 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

**Art. 24. Allocation of the profits.** After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profit will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

**Art. 25. Dissolution and Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s).

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

**Art. 26. Incorporated Provisions.** Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

#### *Subscription and Payment*

All the 20 shares representing the entire issued share capital have been subscribed by Honua Real Estate Management Inc., prenamed.

Evidence of such contribution has been given to the undersigned notary by a bank certificate, so that the amount of 20,000.- € is as of now available to the Company.

Said bank certificate, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the subscribed, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

#### *Expenses*

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately 1.200.- euros.

*General meeting of shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the above named party, representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at 2 (two).
2. Are appointed as Managers of the Company for unlimited duration:
  - Mr. Steve KIM, manager, born on May 5, 1965 in Taegu, South Korea, resident in 102-1605 Dongbu Centreville, 670 Daechi-dong, Kangnam-gu, Seoul 135-838, South Korea;
  - Mr. Kyungrae KIM, manager, born on January 26, 1960 in Seoul, South Korea, resident in 69-41 Little Neck Parkway, Glen Oaks, New York 11004, USA.
3. The address of the Company is set at L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle
4. The first accounting year shall begin at the date of incorporation and shall terminate on December 31<sup>st</sup> 2010.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, whose is known to the notary by its social denomination, by-laws and residences, the said party appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

**French version**

L'an deux mille dix, le treize septembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société Honua Real Estate Management Inc., constituée sous le droit de l'Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique), établie et ayant son siège social à 405 Lexington Avenue, 10174 New York, Etats-Unis d'Amérique, ci-après représentée par Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée par Honua Real Estate Management Inc., représentée par son Directeur Monsieur Kyung Rae KIM, émise à Nouvelle York, Etats-Unis d'Amérique, le 9 août 2010, laquelle restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé une société à responsabilité limitée («la Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

**Art. 2. Dénomination.** La Société a comme dénomination «Honua Europe S.à r.l.».

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des gérant(s) et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision des gérant(s).

**Art. 4. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit, et procéder à l'émission d'obligations;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société («la Société(s) Apparenté(es)»);

Aux fins des présentes, une société est considérée comme appartenant au même groupe de sociétés que la Société, si cette société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire.

Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise; il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La Société peut également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La Société peut, d'une façon générale, prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 6. Capital social.** Le capital social de la Société est de 20.000 € (vingt mille Euros) représenté par 20 (vingt) parts sociales entièrement libérées d'une valeur nominale de 1.000 € (mille Euros) chacune.

Le capital peut être modifié à tout moment par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

**Art. 7. Propriété des parts sociales.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 8. Transfert des parts sociales.** Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, ceux-ci ne peuvent céder leurs parts sociales que dans le respect de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

**Art. 9. Registre des parts sociales.** Il est tenu au siège social un registre des parts sociales dont tout associé pourra prendre connaissance.

**Art. 10. Incapacité, insolvabilité ou faillite des Associé(s).** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 11. Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérant(s) seront nommés par les associé(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s).

Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance («le Conseil de Gérance»).

**Art. 12. Pouvoir des gérant(s).** Les gérant(s) sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) associé(s) relèvent de la compétence des gérant(s).

**Art. 13. Représentation.** La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute (s) personne(s) à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les gérant(s), mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 14. Acompte sur dividende.** Les gérant(s) peuvent décider de payer un dividende intérimaire sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant que dividende intérimaire ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

**Art. 15. Réunions du Conseil de Gérance.** Dans le cas où un Conseil de Gérance est formé, le conseil peut nommer parmi ses membres un président et un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même gérant responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un gérant peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues au lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de Gérance.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Tout gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre gérant comme son mandataire.

Tout membre du Conseil de Gérance peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil de Gérance.

Un ou plusieurs gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

**Art. 16. Rémunération et débours.** Sous réserve de l'approbation des associé(s), les gérant(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 17. Conflit d'intérêts.** Si un ou plusieurs gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce gérant devra en aviser les autres gérant(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

**Art. 18. Responsabilité des gérant(s).** Les Gérants n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

**Art. 19. Associé(s).** Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs prémentionnés conférés à l'assemblée générale des associés.

**Art. 20. Assemblées générales.** Les décisions des associé(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts des gérant(s), subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associé(s) représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

En outre, si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par écrit.

Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation, les associés seront de nouveau convoqués et les résolutions seront à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 21. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 22. Comptes sociaux.** A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les gérant(s) dressent l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux associé(s) pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle.

**Art. 23. Réserve légale.** L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 197 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

**Art. 24. Affectations des bénéfices.** Après affectation à la Réserve Légale, les associé(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux associé(s), chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

**Art. 25. Dissolution et liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les associé(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

**Art. 26. Disposition finale.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

#### *Souscription et libération*

Les 20 parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont été souscrites par la société Honua Real Estate Management Inc, prénommée.

La preuve de la contribution a été donnée au notaire par un certificat de blocage des fonds, de sorte que le montant de 20.000 € est à présent à la disposition de la Société.

Ledit certificat, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire du souscripteur et le notaire soussigné, restera attaché au présent acte pour être enregistré avec lui.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 1.200,- EUR.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant l'intégralité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à 2 (deux).
2. Ont été appelés aux fonctions de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Steve KIM, entrepreneur, né le 5 mai 1965 à Taegu (Corée du Sud), demeurant à 102-102-1605 Dongbu Centreville, 670 Daechi-dong, Kangnam-gu, Seoul 135-838, Corée du Sud;

- Monsieur Kyungrae KIM, entrepreneur, né le 26 janvier 1960 à Seoul (Corée du Sud), demeurant à 69-41 Little Neck Parkway, Glen Oaks, New York 11004, Etats-Unis d'Amérique.

3. L'adresse de la Société est fixée à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

4. Le premier exercice social commencera à la date des statuts et se terminera le 31 décembre 2010.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête de cette même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante dûment représentée a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Goebel, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 septembre 2010. Relation: EAC/2010/10906. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A.Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123601/438.

(100140470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Sikalux SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 147.719.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 09/09/2010 à 11 H*

La Société SIKALUX SA a pris la résolution suivante:

*Première résolution*

L'Assemblée accepte la démission de Melle Véronique LANGE, demeurant 141 rue Nationale F-57600 FORBACH de son poste de commissaire aux comptes.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée nomme la société INTERNATIONAL CONSULTING AGENCY SA, représentée par Mr Jean GREFF, avec siège social à L-3511 Dudelange, 53-55 rue de la Libération, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 139578, au poste de commissaire aux comptes pour un mandat de six années.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé la présente minute

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, Le 09/09/2010.

Mr Alain KNEPPERT / Mme C.SIMON / Mme A.VERDE

*Président / Secrétaire / Scrutateur*

Référence de publication: 2010123855/22.

(100139759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

**BCMC, Broadcasting Communication & Media Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 102.556.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle tenue au siège social de la société dans les bureaux de la fiduciaire Jean-Marc Faber en date du 13 septembre 2010*

Reconduction du mandat des administrateurs à savoir Monsieur Bruno CHAUVAT, né le 28/01/1963 à Choisy-le-Roi (France) et demeurant au 33, Allée Pierre de Mansfeld, L-2118 Luxembourg, Madame Carine back, née le 02/09/1965 à Messancy (Belgique) et demeurant au 23, rue des Calvaires, B-6780 Buvange, Belgique, Monsieur Jean-Marc Faber né le 7/04/1966 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, sont reconduits jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2016.



Reconduction du mandat de l'administrateur-délégué à savoir Monsieur Bruno CHAUVAT, né le 28/01/1963 à Choisy-le-Roi (France) et demeurant au 33, Allée Pierre de Mansfeld, L-2118 Luxembourg, pour une durée indéterminée.

Le mandat du Commissaire aux Comptes à savoir Monsieur Christophe MOUTON n'est pas reconduit.

Nomination de la fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl L-2146 Luxembourg, au poste de Commissaire aux Comptes, en remplacement de Monsieur Christophe MOUTON. Le mandat du Commissaire aux Comptes arrivera à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
Broadcasting Communication & Media Consulting S.A.  
En abrégé BCMC S.A.  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2010124382/26.

(100140627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Eco Real Estate Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 133.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ECO REAL ESTATE LUXEMBOURG S.à r.l.*  
Signature  
*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2010123907/12.

(100140355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Electricité Wagner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9912 Troisvierges, 1, place Adames.

R.C.S. Luxembourg B 94.512.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/09/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2010123908/13.

(100140243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**The Swatch Group Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5835 Alzingen, 10, rue Hondsbreck.

R.C.S. Luxembourg B 48.081.

AUSZUG

Infolge des Ablebens des Präsidenten des Verwaltungsrats Herrn Nicolas G. Hayek und des Rücktritts des Verwaltungsratsmitglieds Herrn Thomas Dürr ist eine Neuordnung des Verwaltungsrats und der Geschäftsführung erforderlich.

Der Verwaltungsrat setzt sich bis auf Weiteres aus den folgenden Personen zusammen:

- Herrn Georges N. Hayek (Vorsitzender);
- Herrn Claude Schmitz;
- Herrn Patrick Reuter;
- Herrn Thierry R. Kenel;
- Herrn Yann Gamard.

Die Adresse von Herrn Patrick Reuter hat sich zudem geändert und lautet mittlerweile: 5, Cité Rackenberg, L-2409 Strassen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

The Swatch Group Finance (Luxembourg) S.A.

Patrick REUTER

Référence de publication: 2010123860/22.

(100139674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

---

**Eric Baudner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5485 Wormeldange, 48, rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 79.363.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

Signature

Référence de publication: 2010123909/11.

(100140257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**ETMF II Radio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 71.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ETMF II Radio S.à R.L.*

FIDALUX S.A.

Christophe BLONDEAU

Référence de publication: 2010123910/12.

(100140345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Private Equity Selection International (PESI) 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 83.305.

L'an deux mille dix, le vingt-sept août.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La Société CACEIS BANK LUXEMBOURG, ayant son siège social à Luxembourg, 5, allée Scheffer, ici représentée par:

- Madame Antoinette Farese, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,
- Madame Christelle Vaudémont, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

laquelle comparante agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme PRIVATE EQUITY SELECTION INTERNATIONAL (PESI) 1 S.A., ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 83305, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, en date du 28 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 103 du 19 janvier 2002, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1433 du 13 juillet 2010,

en vertu d'un pouvoir conféré aux termes de décisions du conseil d'administration ci-après relatées, a exposé et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à quinze millions d'euros (15.000.000,- EUR) représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune et le conseil d'administration a été autorisé de décider de la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

II.- Suivant diverses décisions prises en assemblées générales des actionnaires, et documentées par actes du notaire instrumentant, le conseil d'administration a été autorisé à émettre des obligations convertibles dans le cadre du capital autorisé statutaire.

III.- Que le conseil d'administration, en conformité des pouvoirs à lui conféré aux termes de l'article 5 des statuts et dans le cadre des emprunts obligataires émis par la société, a constaté plusieurs conversions et décidé en conséquence quatre (4) augmentations du capital souscrit dans le cadre du capital autorisé, à savoir:

1) en exécution des décisions prises lors de sa réunion du 7 mai 2010, à concurrence de 4.960,- EUR (quatre mille neuf cent soixante Euros) pour porter le capital social de son montant actuel 669.750,- EUR (six cent soixante-neuf mille sept cent cinquante Euros) à un montant de 674.710, EUR (six cent soixante-quatorze mille sept cent dix Euros) par la création de 496 (quatre cent quatre-vingt seize) actions nouvelles de catégorie "S3", d'une valeur nominale de 10,- EUR (dix Euros) chacune, donnant les mêmes droits que les actions anciennes, toutes souscrites suite à conversions par les actionnaires suivants:

- 283 (deux cent quatre-vingt-trois) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 1, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 194 (cent quatre-vingt-quatorze) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 19 (dix-neuf) actions souscrites par Private Equity Selection Individuals n°2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

2) en exécution des décisions prises lors de sa réunion du 23 juin 2010, à concurrence de 1.340,- EUR (mille trois cent quarante Euros) pour porter le capital social de son montant actuel de 674.710,- EUR (six cent soixante-quatorze mille sept cent dix Euros) à un montant de 676.050,- EUR (six cent soixante-seize mille cinquante Euros) par la création de 134 (cent trente-quatre) actions nouvelles de catégorie "S3", d'une valeur nominale de 10, EUR (dix Euros) chacune, donnant les mêmes droits que les actions anciennes, toutes souscrites suite à conversions par les actionnaires suivants:

- 77 (soixante-dix-sept) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 1, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 53 (cinquante-trois) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 4 (quatre) actions souscrites par Private Equity Selection Individuals n°2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

3) en exécution des décisions prises lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> juillet 2010, à concurrence de 4.970,- EUR (quatre mille neuf cent soixante-dix Euros) pour porter le capital social de son montant actuel de 676.050,- EUR (six cent soixante-seize mille cinquante Euros) à un montant de 681.020,- EUR (six cent quatre-vingt-un mille vingt Euros) par la création de 497 (quatre cent quatre-vingt-dix-sept) actions nouvelles de catégorie "Vest", d'une valeur nominale de 10,- EUR (dix Euros) chacune, donnant les mêmes droits que les actions anciennes, toutes souscrites suite à conversions par les actionnaires suivants:

- 70 (soixante-dix) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 1, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 49 (quarante-neuf) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 5 (cinq) actions souscrites par Private Equity Selection Individuals n°2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 373 (trois cent soixante-treize) actions souscrites par Predica 2005, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

4) en exécution des décisions prises lors de sa réunion du 26 juillet 2010, à concurrence de 3.770,- EUR (trois mille sept cent soixante-dix Euros) pour porter le capital social de son montant actuel de 681.020,- EUR (six cent quatre-vingt-un mille vingt Euros) à un montant de 684.790,- EUR (six cent quatre-vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix Euros) par la création de 377 (trois cent soixante-dix-sept) actions nouvelles de catégorie "Vest", d'une valeur nominale de 10,- EUR (dix Euros) chacune, donnant les mêmes droits que les actions anciennes, toutes souscrites suite à conversions par les actionnaires suivants:

- 53 (cinquante-trois) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 1, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 37 (trente-sept) actions souscrites par Private Equity Selection n°2, Compartiment 2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 4 (quatre) actions souscrites par Private Equity Selection Individuals n°2, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

- 283 (deux cent quatre-vingt-trois) actions souscrites par Predica 2005, Fonds Commun de Placement Risque (FCPR) de droit français.

L'extrait des procès-verbaux des dites réunions, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

IV.- Les actions nouvelles ont été libérées intégralement en numéraire par versements à un compte bancaire au nom de la société Private Equity Selection International (PESI) 1 S.A., prédésignée, de sorte que la somme totale de 15.040,-

EUR (quinze mille quarante Euros) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives requises.

V.- Suite à la réalisation de cette tranche de l'augmentation de capital autorisée, le premier alinéa de l'article cinq des statuts est modifié en conséquence et a la teneur suivante:

« **Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à 684.790,- EUR (six cent quatre-vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix Euros), représenté par 68.479 (soixante-huit mille quatre cent soixante-dix-neuf) actions réparties comme suit:

- 1.550 (mille cinq cent cinquante) actions de souscription initiale;
  - 5.516 (cinq mille cinq cent seize) actions de catégorie «ACC»;
  - 8.847 (huit mille huit cent quarante-sept) actions de catégorie «S3»;
  - 52.566 (cinquante-deux mille cinq cent soixante-six) actions de catégorie «VEST»;
- chacune libérée intégralement et d'une valeur nominale de dix euros ( 10,- EUR).»

#### *Déclaration*

Le(s) actionnaire(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 1.000,-EUR.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A.FARESE, C.VAUDEMONT, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> septembre 2010. Relation: LAC/2010/38213. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 15 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123669/116.

(100140671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

#### **Fininvestal S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 39.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FININVEST S.A.*

Signature

Référence de publication: 2010123922/11.

(100140351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

#### **Western Waterways S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 82.704.

#### EXTRAIT

Le 02 juillet 2010 s'est tenue au siège social de la société l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires tenue de manière extraordinaire, durant laquelle ladite assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a accepté la démission avec effet immédiat de Monsieur Philippe JANSSENS, demeurant professionnellement au 63-65 Rue de Merl, L-2146 Luxembourg, en sa qualité d'administrateur et d'administrateur délégué;

2. L'Assemblée a nommé, avec effet immédiat, comme nouvel administrateur Monsieur Jean-Pierre DE WOLF, demeurant professionnellement au 63-65 Rue de Merl, L-2146 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013;

3. L'Assemblée a nommé, avec effet immédiat, comme nouvel administrateur délégué Monsieur Monsieur Alain DETRY, demeurant professionnellement au n° 11, rue du Pont V, F-76600 Le Havre. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
WESTERN WATERWAYS S.A.  
Signatures  
Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010123867/23.

(100139780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

---

**Abalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6941 Niederanven, 33, rue de Münsbach.

R.C.S. Luxembourg B 136.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123872/9.

(100140569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Hosinger Agri s.c., Société Civile.**

Siège social: L-9956 Hachiville, Maison 40.

R.C.S. Luxembourg E 4.261.

*Ausserordentliche Generalversammlung vom 01. Juli 2010*

In einer zusätzlichen Gesellschaftssitzung am 01. Juli 2010 wurde folgende Änderungen zu den Beschlüssen vom 29. März 2010 beschlossen:

Der Gesellschafter Hosinger Michel und seine Ehegattin Marie-Rose Schanck Landwirte, übertragen sechshundert-dreiundachtzig (683) zusätzliche Anteile an der Gesellschaft Hosinger Agri durch einen Akt unter Privatschrift an ihren Sohn Herrn Joe Hosinger, Landwirt, geboren am 28/03/1984 wohnhaft in L-9956 Heizingen Haus Nr. 40. Der Gesellschafter Nico Leners erklärt sich einverstanden mit der Übernahme dieser zusätzlichen Anteile und verzichtet auf sein Vorkaufsrecht.

Das Gesellschaftskapital ist nach dieser zusätzlichen Übertragung somit wie folgt aufgeteilt:

a. Eheleute Hosinger-Schanck	610 Anteile
b. Herr Joe Hosinger	1 507 Anteile
c. Herr Nico Leners	512 Anteile
Zusammen:	2 629 Anteile

Errichtet in vierfacher Ausführung am 1. Juli 2010 in Heizingen.

Michel Hosinger / Marie-Rose Schanck / Nico Leners / Joé Hosinger.

Référence de publication: 2010124359/22.

(100139494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

---

**Cube Holdings, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 146.803.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2009 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Cube Holdings*  
Signatures  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010123886/13.

(100140412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Central Commercial S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 98.602.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010123889/10.

(100140521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Centurion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 75.303.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010123890/10.

(100140339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**MGP Europe AIV (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.881.

---

*Extrait des résolutions de l'associé unique du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Il résulte des dites résolutions que:

1. Monsieur Alexander Jeffrey demeurant professionnellement, 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni, a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

2. Monsieur Laurent Luccioni, né le 31 juillet 1971 à Paris, France et demeurant professionnellement, 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni, a été nommé gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti - gérante
- Julie Mossong - gérante
- Laurent Xavier Luccioni - gérant
- Thomas William Lee - gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

*Pour MGP Europe AIV (Lux) S.à r.l.*

Delloula Aouinti

*Gérante*

Référence de publication: 2010124441/25.

(100140368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Commerzbank International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 8.495.

Les Comptes Annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Commerzbank International S.A.

Dr. Bernhard Weber / Stefan Schwickerath

Référence de publication: 2010123891/12.

(100140395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Daxia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 90.551.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme

*Administrateur*

de la société

DAXIA S.A.

Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg

Section B Numéro 90.551

à effet du 06 juin 2010

Le 06 juin 2010.

SELINE MANAGEMENT LTD

Companies House Cardiff No. 03240996

Signature

Référence de publication: 2010123901/18.

(100140298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Duralex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 108.337.

**RECTIFICATIF***Extrait*

Rectification à un premier dépôt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L100134056.

Il résulte d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société DURALEX S.A. qui s'est tenue au siège social de la société le 27 août 2010 que:

1. Ont été nommés au conseil d'administration pour une durée de 6 ans:

1. Monsieur Luciano SALVADOR, administrateur de société, né le 11 avril 1957 à Ougrée (BE), demeurant à B-4121 Neupré, 8, allée Marie-Louise.

2. Monsieur Claudio STRAZZANTE, employé, né le 20 mars 1969 à Auvélais (BE), demeurant à F-59600 Maubeuge, 90B, rue Douzies.

3. Monsieur Angelo STRAZZANTE, ouvrier, né le 16 décembre 1984 à Sambreville (BE), demeurant à B-5060 Tamines Sambreville, 58, rue Bois Saint-Martin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010124401/24.

(100140707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

---

**Daxia S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 90.551.

La soussignée, CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social et ses bureaux au 60, Grand-Rue / Niveau 2, L-1660 Luxembourg, atteste par la présente que la domiciliation respectivement l'établissement du siège de la société

DAXIA SA

R.C. Luxembourg Section B Numéro 90.551

prend fin

le 05 juin 2010

et que par conséquent cette société n'a plus son siège social ni ses bureaux à cette adresse à partir du jour suivant.

Le 05 juin 2010.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

Richard G.F. Turner

*Expert-Comptable et Réviseur d'Entreprises agréé*

Référence de publication: 2010123903/18.

(100140301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Desi S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3385 Noertzange, 13, route de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 116.986.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123904/9.

(100140575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Dysphasie.lu, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-4986 Sanem, 5A, rue de Limpach.

R.C.S. Luxembourg F 574.

La version coordonnée des statuts a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123905/9.

(100140705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.

**Algeco Finance Mezz sp. z o.o. Oddzial w Luksemburgu, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 150.076.

*Extrait des résolutions des membres du conseil de gérance de Algeco Finance Mezz sp. z o.o. prises en date du 7 mai 2010*

Les membres du conseil de gérance de Algeco Finance Mezz sp. z o.o. ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

\* Julia VOGELWEITH en qualité de représentant permanent de la Société et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

\* Monsieur Frederik Christiaan Johannes Kuiper, né le 9 novembre 1974 à Utrecht, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de représentant permanent de la Société, ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Pour extrait analytique conforme

Jan Willem Overheul

*Mandataire*

Référence de publication: 2010124369/19.

(100140473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2010.